



Esa / Envisat



*Fleuve turbulent*



# MEKONG



*Fleuve des Neuf Dragons*

## Carte d'identité

- **Continent** : Asie du Sud-est
- **Classement** (longueur) : 5<sup>ème</sup> continent – 12<sup>ème</sup> monde
- **Source** : Le Mékong prend sa source à 4 875 m d'altitude, dans la chaîne du Tanggula Shan, à l'est du Tibet.
- **Embouchure** : Golfe de Siam – Mer de Chine méridionale
- **Longueur** : 4 425 km
- **Débit moyen** : Le débit annuel moyen est de 14 000 m<sup>3</sup>/s. Le débit minimal est parfois inférieur à 1 500 m<sup>3</sup>/s, alors que le débit maximal est situé entre 30 000 et 40 000 m<sup>3</sup>/s au moment des moussons.
- **Pays traversés** : Tibet, Chine, Myanmar (Birmanie), Laos, Thaïlande, Cambodge et Vietnam
- **Villes traversées** : Phnom Penh, Vientiane, Louang Prabang
- **Quelques affluents** : Nam Xong, Nam Theun, Nam Ou, Namtha, Nam Ngum. Environ 40 % des affluents du Mékong naissent au Laos
- **Bassin versant** : Environ 800 000 km<sup>2</sup>. Le fleuve constitue la frontière entre la Chine et le Myanmar, entre le Myanmar et le Laos et enfin entre le Laos et la Thaïlande
- **Précipitations** : Période de crue en octobre, avec une moyenne annuelle de 2 600 mm. Les précipitations affichent également des disparités importantes : de 1000-1200 mm/an (plateau du Korat, nord-est de la Thaïlande) à 4000 mm/an, en fonction du relief et de l'exposition.
- **Température** : Les pays de la zone sont soumis à deux saisons. L'une, sèche et fraîche, de novembre à avril, et l'autre, chaude mais pluvieuse, de mai à octobre. Les températures moyennes annuelles s'échelonnent de 22 °C à 27 °C.



Serpent across the Mekong Jpatokal

*La vie d'une part importante des populations riveraines dépend du Mékong, notamment les quelques 18 millions de personnes qui vivent dans son delta.* Le fleuve Mékong nous fait tout de suite penser aux rizières à perte de vue dans lesquelles des hommes et des femmes, de l'eau jusqu'aux genoux, préparent la prochaine récolte. Mais il ne faut pas oublier les images plus violentes, des guerres, des répressions, des régimes militaires, qui pendant près d'un siècle bouleversèrent la vie de millions d'hommes et de femmes de cette région. Avec la paix, la plupart des pays qu'il traverse se sont tournés vers le Mékong, jusque-là peu développé, pour assurer et soutenir leur développement.

Le fleuve est à l'origine appelé Mae Nam Khong par l'ethnie Taï, répartie dans tout le bassin. Pour raccourcir, ils disent Mae Khong, signifiant Mère de tous les fleuves ou Fleuve Kong.

D'incroyables cultures sont nées le long du Mékong. Les traces humaines les plus anciennes connues datent d'environ 2100 av. J.-C., à Ban Chiang, excellent exemple des traces de l'Âge du fer. La première civilisation connue de la région est la culture indianisée khmère de Fou-nan, dans le delta du Mékong. Suit la civilisation khmère entre le IX<sup>ème</sup> siècle et le XIII<sup>ème</sup> siècle au Cambodge. Elle avait fondé sa force sur une gestion minutieuse des réserves en eau et un puissant système de cultures irriguées. Des traces de l'ancienne capitale de l'empire sont encore visibles aujourd'hui avec le vaste complexe templier d'Angkor-Vat qui témoigne de la richesse de cette période.

De nombreuses légendes courent à propos du Mékong, fleuve sacré issu des larmes de Tara, déesse universelle de la compassion. Selon une de ces légendes, l'immense vallée que le Mékong parcourt a été creusée par un légendaire roi serpent à sept têtes, le Nagarajah. Désespéré de la disparition d'un de ses amis, il mobilisa 70 millions de sujets pour tenter de le retrouver. Ils creusèrent l'immense lit du fleuve qui couvre la région, mais ne le trouvèrent pas. Quant aux poissons qui avaient participé à la recherche, ils s'étaient aplatis pour pouvoir passer dans les plus étroits passages. Voilà pourquoi, les poissons plats sont abondants dans le Mékong et ses affluents.

Le premier européen à découvrir le Mékong fut le Portugais Antonio de Faria en 1540. La première carte européenne du fleuve date de 1563, bien qu'à cette époque on le connaissait très mal au-delà du delta. L'intérêt des Européens sur le fleuve est sporadique : les Espagnols et les Portugais firent quelques expéditions d'exploration et y envoyèrent des missionnaires, tandis que le Hollandais Gerrit van Wuysthoff mena une expédition sur le fleuve jusqu'à Vientiane en 1641-1642.

Les Français contrôlèrent la région à partir du milieu du XIX<sup>ème</sup> siècle. Ils prirent Saigon en 1861 et firent du Cambodge un protectorat deux ans plus tard. Les premières explorations systématiques sont celles de l'Expédition française du Mékong, menée par Ernest Doudart de Lagrée et Francis Garnier, qui remontèrent le fleuve depuis son embouchure jusqu'au Yunnan entre 1866 et 1868. Leur conclusion principale était que le Mékong avait trop de rapides et de sauts pour être navigable. La source du fleuve fut trouvée par le Russe Piotr Kozlov en 1900. Dès 1893, les Français étendent leur contrôle sur le fleuve jusqu'au Laos, établissant l'Indochine française dans la première décennie du XX<sup>ème</sup> siècle. Cette situation durera jusqu'à ce que les guerres d'Indochine et du Vietnam mettent fin au contrôle français et américain sur la région.

## Pollution

*Pendant longtemps le Mékong était à l'écart des problèmes de pollution.* Du fait de sa géographie accidentée, il y avait peu de barrages et les quelques villes établies sur ses rives étaient peu industrialisées. En effet, le fleuve Mékong est difficilement navigable en raison des nombreux rapides et effleurements rocheux. Malheureusement les problèmes environnementaux et la pollution existent. Ces problèmes s'amplifient avec les nombreux projets de barrages faisant peser des risques très importants sur les écosystèmes et la vie des populations riveraines. Le delta, zone d'agriculture et d'aquaculture intensive, est particulièrement touché par la pollution. Des pesticides toxiques, aux conséquences néfastes pour la santé, sont encore largement utilisés par les agriculteurs. Conscients de ces enjeux, les participants de la Mékong River Commission (MRC) ont fait de la prévention de la pollution leur plus grande priorité.

Toutes les grandes villes du Laos sur le fleuve, ainsi que la principale ville du Vietnam, Hô Chi Minh-Ville, sont menacés par l'insuffisance du courant et la pollution. Les centres urbains dans le delta du Mékong rejettent chaque année 102 millions de m<sup>3</sup> d'eaux usées, 600.000 tonnes de déchets solides, 47 millions de litres de déchets liquides, lesquels ont pollué les eaux souterraines et de surface au-delà des normes autorisées. De nombreuses rivières dans la région du Mékong ont été gravement polluées par les industries.

## Risques de Conflits armés

*Le Mékong n'est pas un fleuve où la question de l'eau et de son partage pourrait conduire à court terme à un conflit armé entre les Etats.* Malgré l'abondance de la ressource et une gestion par les pays riverains qui se veut durable et responsable, des inquiétudes voient le jour. En effet, la Chine mène actuellement des projets hydroélectriques dans la zone chinoise du Mékong pour assurer le développement économique de la province du Yunnan. Malgré les conséquences controversées de certains barrages sur les pays situés en aval, la Chine refuse de renoncer à ces projets au nom du développement économique. La Chine a ainsi été confrontée à un sérieux problème diplomatique en 2010. Certains pays ont estimé que les barrages chinois ont aggravé les conséquences de l'une des sécheresses les plus dures qu'ait jamais connue le bassin du Mékong.

La gestion de l'affaire du Mékong par Pékin aura des conséquences sur ses relations avec la région, en particulier avec la Thaïlande, le Laos, le Cambodge et le Vietnam. Sur le long terme, la multiplication des barrages pourrait donc entraîner des conflits si les pays situés en amont (Chine, Myanmar) ne prennent pas en compte les conséquences de leurs travaux sur les pays en aval.

Jusqu'à présent la Chine et le Myanmar ne font pas partis de la Commission du Mékong (simple statut d'observateurs). Ils n'ont pas l'obligation de consulter les autres pays riverains du Mékong sur toutes les questions relatives aux barrages et au partage de l'eau. Pour la Chine, le meilleur moyen de désamorcer ce problème relationnel récurrent avec l'Asie du Sud-Est serait d'adhérer à la MRC et de partager avec les pays du bassin inférieur du Mékong l'information sur le fleuve et les barrages en toute transparence

*Le Mékong est le lieu d'enjeux économiques et stratégiques entre les différents pays riverains* (hydroélectricité en Chine ; voie navigable au Laos ; agriculture en Thaïlande ; irrigation et pêche au Cambodge et production agricole au Vietnam). Au sein de chacun des pays, il existe également des enjeux importants avec une multitude d'activités (pêche, agriculture, tourisme, besoins industriels et domestiques, etc.) qui se confrontent. C'est dans le delta que les tensions sont les plus vives. Longtemps considéré comme le territoire des crocodiles, des serpents et des moustiques, le delta a été aménagé dès le XIXe siècle pour la production du riz. Rapidement, les paysans se sont mis à couper les forêts de mangroves, faisant disparaître de nombreuses frayères pour les poissons et crustacés ainsi que des refuges abritant de nombreux animaux. L'agriculture, la pression démographique et le développement des zones urbaines font peser de très grands risques sur les écosystèmes du delta. Conscientes du problème, les autorités vietnamiennes ont créé dès 2000 le Conseil national sur les ressources en eau (CNRE) dont le rôle est de résoudre les conflits qui peuvent naître entre les différents secteurs d'activités et d'améliorer la coordination entre eux.

Le Mékong était jusque récemment le dernier des grands fleuves libres et sauvages du monde à l'abri des problèmes de pollution, plusieurs décennies de conflits géopolitiques ayant empêché la construction de barrages ou autres grands aménagements. Cependant, depuis peu il se métamorphose à une vitesse impressionnante. Le développement économique, les besoins en électricité, le transport des marchandises transforment en profondeur le fleuve. Les travaux engagés par la Chine, et à sa suite par les pays d'aval, menacent la qualité des eaux du fleuve et la sécurité alimentaire des populations qui en dépendaient jusqu'alors. Deux menaces pèsent désormais sur les écosystèmes du fleuve : la construction de méga-barrages sans concertation et, secondairement, les travaux visant à rendre navigable la partie amont du fleuve (destruction de rapides à l'aide d'explosifs, dragage de bancs de sable, etc.). C'est la Chine qui a initié ces deux développements, dans le cadre d'une part de son ambitieuse politique d'exploitations des ressources hydroélectriques, et d'autre part afin de développer les voies commerciales qui la relient au Sud-est asiatique et ce faisant affirmer sa position dominante dans la région (son commerce avec la Thaïlande a augmenté de 50% depuis).

Les projets de barrages se multiplient sur le Mékong ce qui peut compromettre l'avenir des pêcheurs et leur vie traditionnelle le long des rives. Les trois premiers barrages chinois sur le Mékong, relativement modestes (capacité totale des lacs de retenue de 2,9 milliards de m<sup>3</sup> d'eau), ont été construits entre 1992 et 2008. Le barrage de Xiaowan mis en service sur le Mékong en 2010 pour la première tranche et en 2013 pour la seconde, dans le Yunnan, pour un coût de près de 4 milliards de dollars, est l'un des premiers barrages du monde pour la hauteur (292 mètres). Le réservoir de Xiaowan contient 15 milliards de m<sup>3</sup> d'eau. Il faudra entre cinq et dix ans pour le remplir. Depuis l'été 2009, il intercepte, pour la première fois dans l'histoire, la grande crue du Mékong, alimentée par la fonte des neiges de l'Himalaya et les eaux de la mousson. Le réservoir ainsi créé a atteint 150 km de long. L'électricité générée approvisionne depuis 2010 le Sud de la Chine jusqu'à Shanghai. Avec une capacité de 4 200 mégawatts, Xiaowan sera de loin le plus grand barrage du Mékong.

Les autorités chinoises projettent pas moins de sept autres barrages hydroélectriques sur le fleuve (produisant plus de 15 500 mégawatts d'électricité) et pourrait en construire d'autres plus en amont. Le suivant, celui de Nuozhadu, devrait être achevé en 2014 ; légèrement moins haut que le précédent, son réservoir devrait en revanche être encore plus important (près de 23 milliards de m<sup>3</sup>) et générera 5 000 mégawatts de puissance électrique. La politique d'exploitation du Mékong apparaît au moins aussi ambitieuse que celle qui porte sur le Yangzi Jiang. Au final, les barrages chinois auraient la capacité de retenir la moitié du débit total du fleuve. Les variations annuelles de ce débit ne seraient alors plus fonction de facteurs naturels, mais des besoins énergétiques des villes et industries chinoises. Les barrages chinois achevés

ou en projet auraient pour conséquence, selon certaines sources, de réduire d'un quart le débit du fleuve en aval. Selon un rapport publié en mai 2009 par le Programme des Nations Unies pour l'Environnement et l'Institut Asiatique de Technologie, les travaux chinois risquent de mettre sérieusement en péril le Mékong et ses richesses naturelles.

Pourtant, selon les autorités chinoises, ces barrages auront un impact positif sur l'environnement : en retenant une partie de l'eau durant la saison humide, ils permettront de contrôler les crues et l'érosion des berges en aval. A l'inverse, les lâchers de réservoir en été, à des fins de production d'électricité, atténueront les pénuries d'eau en aval durant la saison sèche.

Dans le contexte du boom régional et de la flambée du prix de l'énergie, les pays d'aval ont eux aussi ressorti d'anciens projets d'équipement hydroélectriques, qui menacent des pêcheries déjà sérieusement fragilisées par les aménagements en amont. Douze équipements pourraient ainsi être construits sur la partie aval du Mékong. Le Laos a construit sept barrages et projettent de construire sur le Mékong et ses affluents soixante-dix barrages hydroélectriques. Les autorités laotiennes veulent faire du pays « *la pile de l'Asie* ». Le Laos a notamment construit deux barrages sur un affluent du Mékong, Nam Theun 1 et 2. Enfin, le Cambodge prépare la construction de deux barrages.

De nombreuses inquiétudes sont nées à propos des conséquences de ces barrages sur le fleuve, notamment sur les poissons migrants (qui représentent 87% des espèces de poissons du fleuve) et la riziculture dans le delta au Vietnam (la moitié de la culture du pays). D'après le rapport PNUE-AIT, le grand lac au centre du Cambodge, zone de l'alevinage des poissons dans le bas Mékong, et le delta au sud du Vietnam, grenier à riz du pays, seront particulièrement exposés aux changements apportés au cycle de crues et de sécheresses si particulier du grand fleuve. Le lac cambodgien du Tonle Sap est relié au Mékong. Les scientifiques craignent qu'en réduisant l'écoulement naturel des eaux de crue on ne provoque une baisse du niveau du lac et des stocks de poisson, déjà mis à mal par la surpêche et la pollution. Quant au Vietnam, il redoute qu'une diminution des volumes d'eau douce n'aggrave le problème de l'intrusion des eaux de mer et de la salinisation des basses terres dans la région du delta, où le changement climatique et l'élévation du niveau de la mer menacent d'inonder de grandes étendues de terres agricoles et de déplacer des millions de personnes d'ici à la fin du siècle. De plus, l'agriculture du delta est dépendante du limon retenu en amont par les barrages. Surtout que selon les spécialistes, les nouveaux barrages retiennent encore plus de limon et de poissons. L'activité piscicole qui représente près de 2 milliards de dollars selon la Commission du Mékong ne peut qu'en pâtir.

Vis-à-vis de ces projets hydroélectriques actuellement étudiés sur le cours principal du Mékong, l'Accord du Mékong de 1995 requiert un débat entre les quatre pays membres avant que toute décision ne soit prise. La Commission du Mékong (MRC) a donc entrepris en 2010 l'Évaluation Environnementale Stratégique des barrages proposés sur le cours principal afin de fournir une meilleure compréhension des opportunités et des risques d'un tel aménagement. L'évaluation a conclu que les projets sur le cours principal apporteraient à la région un surcroît d'énergie et des bénéfices liés aux investissements. Ils présentent aussi de sérieux risques et des incertitudes sur l'intérêt économique, social et environnemental stratégique pour les pays et les communautés du Mékong, ainsi que pour le développement durable du bassin. Les recommandations de l'évaluation sont les suivantes :

- les décisions sur les barrages sont reportées pour une période de dix ans, avec des révisions tous les trois ans afin de s'assurer que les activités essentielles de report sont effectives ;



- la période de report comprendrait prioritairement des études de faisabilité approfondies de systèmes novateurs permettant de capter l'énergie du cours principal par des moyens autres que des barrages barrant tout le lit du fleuve. Ces études impliqueraient les gouvernements en partenariat avec la MRC, les banques multilatérales de développement et les promoteurs ;
- la période de report devrait également inclure une évaluation des projets sur des affluents qui sont considérés comme réalisables et écologiquement durables selon les bonnes pratiques internationales actuelles, y compris la rénovation de projets existants et des systèmes innovants ;
- la période de report doit commencer par une diffusion systématique du rapport d'évaluation à chaque pays du bassin inférieur du Mékong dans les langues nationales et une consultation des agences, du secteur privé et de la communauté des ONG impliqués ;
- le cours principal du Mékong ne doit pas être utilisé comme "laboratoire" pour prouver et améliorer les technologies des barrages hydroélectriques.

Au niveau de la population, la question des barrages n'est pas une préoccupation nationale et ne donne lieu à aucun mouvement de protestation. Au contraire, pour une grande majorité de la population, les barrages symbolisent le progrès dans une Asie moderne.

## Gestion par les pays riverains

*En apparence, les pays de la région (ceux en aval) se sont dotés des instruments nécessaires à une coordination de leurs initiatives et à une bonne gestion du fleuve.*

Mais l'histoire de cette coopération n'a pas toujours été un long fleuve tranquille.

En 1957, le Comité du Mékong (Mekong Committee) est créé et a pour mandat de piloter des études techniques pour la mise en valeur du bassin. Il regroupe la Thaïlande, le Laos, le Cambodge et le Vietnam, mais la Chine et le Myanmar en sont exclus. Après une période difficile ponctuée de nombreux conflits et bouleversements, il faudra attendre 1995 pour qu'un accord soit à nouveau signé pour donner naissance à la MRC (Mekong River Commission) qui regroupe à nouveau la Thaïlande, le Cambodge, le Vietnam et le Laos. La Chine et la Birmanie bénéficient d'un statut de « partenaire » depuis 1996. La MRC a un rôle consultatif. Il s'agit de faciliter le dialogue en cas de désaccord ou de différend et de permettre la centralisation des informations concernant le fleuve.

La Commission est composée de trois entités : le Conseil (composé d'un représentant du Ministère de chaque État riverain) est habilité à prendre des décisions politiques au nom des gouvernements respectifs. Le Conseil a également pour mission "de s'occuper, de traiter et de résoudre les problèmes, les différends et les litiges" ; le Comité mixte, composé d'un membre de chaque État riverain du niveau de chef de département au moins, est invité à "s'occuper et à faire tous les efforts nécessaires pour résoudre les problèmes et les différends pouvant surgir entre les sessions ordinaires du Conseil" et "si nécessaire de transmettre la question au Conseil" ; le Secrétariat est chargé de gérer les opérations courantes, y compris d'assister le Conseil et le Comité mixte et de fournir des services techniques.

Il existe une forte tradition d'échanges de données et d'information en vue d'une bonne gestion du fleuve. La structure de l'accord contient des "accords d'engagement" innovants,

c'est-à-dire un engagement à établir des règles pour l'utilisation de l'eau et les dérivations entre sous-bassins. En conséquence, les parties ont convenu d'une série de protocoles sur les procédures d'échange, de partage des données et d'informations, sur les procédures de surveillance de l'utilisation de l'eau et sur les procédures de notification, de consultation et d'accord préalables.

Mais la Chine a toujours refusé de participer à la MRC. Ainsi, malgré les soutiens financiers et techniques internationaux que reçoit la Commission, la mise en application des actions définies est encore difficile car la MRC ne peut pas exercer son pouvoir d'action sur l'ensemble du bassin. D'autant plus que les pays d'aval eux-mêmes font parfois abstraction de leurs engagements de bonne gestion.

La Chine semble tout de même montrer des signes de coopération. Pékin a accepté en avril 2002 de fournir des informations à la MRC durant les saisons d'inondations, et en 2003 de revoir à la baisse sa volonté d'aménagement du fleuve dans le cadre de son Projet d'amélioration de la navigabilité du Haut-Mékong. Mais concernant la construction de barrages, Pékin refuse de donner des informations.

Si les quatre pays d'aval protestent contre les projets chinois dans le cadre de la MRC ou se plaignent de la réticence des Chinois à partager les informations, ils coopèrent tout de même avec Pékin notamment à travers le *Joint Committee on Coordination of Commercial Navigation* (JCCCN), promu par les autorités chinoises comme alternative à la MRC. Le JCCCN est chargé de superviser les travaux de navigabilité du fleuve, c'est par ce biais que la Chine a obtenu l'accord des pays d'aval à plusieurs projets. Il existe également la *Greater Mekong Sub-region* (GMS), un niveau de coopération promu par la Banque asiatique de développement et qui regroupe tous les pays du bassin du Mékong. Les accords conclus dans ce cadre portent entre autre sur les aménagements hydroélectriques.

De façon plus positive, en 2011, les pays du bassin inférieur du Mékong ont adopté la Stratégie de développement du bassin. C'est une étape importante dans l'histoire de la coopération au sein de la Commission du Mékong (MRC), surtout que les aménagements réalisés dans le bassin supérieur du Lancang-Mékong en Chine et dans le bassin inférieur ont changé le régime d'écoulement du Mékong. La stratégie définit un processus dynamique de planification du développement du bassin qui sera revu et actualisé tous les cinq ans. Elle définit les priorités stratégiques suivantes pour le développement du bassin :

- l'identification des opportunités et des risques liés aux aménagements actuels ;
- l'extension et l'intensification de l'agriculture irriguée ;
- la forte amélioration de la durabilité environnementale et sociale des aménagements hydroélectriques ;
- l'acquisition des connaissances essentielles ;
- l'identification d'options pour le partage des bénéfices et des risques ;
- la mise en œuvre d'une stratégie d'adaptation aux changements climatiques ;
- l'intégration de la planification par bassin dans les systèmes nationaux.

La stratégie comprend également :

- les objectifs et les stratégies de gestion de bassin définis pour les secteurs de l'eau ;
- le renforcement des processus fondamentaux de gestion des ressources en eau au niveau national ;
- le renforcement des processus de gestion des ressources en eau au niveau du bassin ;
- une définition rigoureuse des objectifs environnementaux et sociaux et des indicateurs de référence à l'échelle du bassin ;

- la mise en œuvre d'un programme de renforcement des capacités, relié aux initiatives générales de la MRC et complémentaire aux activités nationales de renforcement des capacités.

## Agriculture & Pêche

*L'agriculture est présente partout dans les pays traversés ou longés par le Mékong, elle s'est surtout concentrée dans son delta au Vietnam.* L'importance économique du Mékong pour les régions en aval ne saurait être surestimée, notamment en termes de sécurité alimentaire. Les soixante millions de personnes vivant au bord du Mékong sont fortement dépendantes du fleuve, les enjeux sont vitaux. Le Cambodge est le pays le plus dépendant, ce qui peut faire craindre des famines.

Au Cambodge, le lac Tonle Sap constitue l'une des zones de pêche en eau douce les plus importantes de la planète, permettant que les habitants de ce pays, pourtant l'un des plus pauvres au monde, comptent aussi parmi les mieux nourris. La pêche est d'ailleurs pratiquée tout le long du fleuve, qui représente globalement 3 % des captures de poisson au niveau mondial – et pas moins de 17 % des captures en eau douce. Elle nourrirait 70 millions de personnes. En 2005, le Vietnam a vendu environ 2,5 milliards de dollars de produits aquatiques sur le marché mondial et vise un chiffre d'affaires à l'exportation de 4 milliards de dollars vers 2010. Les produits aquatiques vietnamiens (crevettes, écrevisses, poissons-chats, etc.) sont vendus dans 105 pays à travers le monde. On peut tout de même s'inquiéter des conséquences environnementales et sanitaires liées au développement des zones d'aquaculture dans le delta.

Dans les plaines de Thaïlande, le bassin du Mékong représente la moitié des terres arables. Au Vietnam, le delta représente un tiers de la production de riz du pays et un tiers du PIB. Le Vietnam est l'un des premiers exportateurs mondiaux. On y produit toute l'année environ 150 espèces de riz. Grâce aux sols riches, qui bénéficient d'apports continus d'eau douce et qui sont protégées des intrusions d'eaux salées, trois récoltes par an sont possibles dans le delta. Les zones proches de la mer ou situées sur d'anciennes mangroves ou forêts de palétuviers ne produisent qu'une récolte annuelle. Afin de tirer davantage profit de ces terres aux rendements plus faibles, les paysans du delta du Vietnam ont établi un système ingénieux de rotation. Ils alternent la culture du riz avec celles des légumes et des céréales, ou même, une année sur deux, pratiquent une rotation riz-aquaculture. Après la récolte annuelle de riz, les rizières sont alors inondées d'eau saumâtre dans laquelle on pratique l'élevage de poissons ou de crevettes. Une fois les captures faites, on vide les rizières qui sont dessalées par la pluie et une nouvelle période de riz peut se préparer.

Le delta, qui couvre une superficie d'environ 55 000 km<sup>2</sup>, est une immense rizière mais aussi un immense potager où poussent fruits et légumes dont une part importante va de plus en plus à l'exportation. On y produit aussi du café ainsi que du caoutchouc et de la canne à sucre. Il y a également de nombreuses productions animales, principalement de porcs et de volailles.

Les pays situés en aval du Mékong entendent tirer profit du secteur agricole pour assurer leur développement économique. De nombreux projets de coopération internationale ont été signés et d'importantes sommes d'argent ont été investies pour le moderniser et le rendre plus compétitif. Malgré tout, par leur position géographique, ces pays restent très dépendants des projets de barrages qui seront mis en place en amont de leurs frontières. Cela pourrait diminuer la quantité d'eau douce et de limons qui fertilisent naturellement les sols lors des crues. Les conséquences pourraient être dramatiques pour l'agriculture.



## Biodiversité

*Une grande biodiversité se retrouve dans le delta du Mékong.* Les immenses forêts de mangroves et de palétuviers abritent une faune exceptionnelle. On y a recensé 23 espèces de mammifères, 35 de reptiles, 6 d'amphibiens, de nombreuses espèces de mollusques et crustacés, 260 de poissons, 5 de dauphins, mais aussi 92 espèces d'oiseaux familières des zones humides. De nouvelles découvertes sont régulièrement réalisées. Le taux de découvertes de nouvelles espèces dans le Mékong est quasiment sans égal dans le monde. En 1993, le Saola, un bovidé vietnamien, a été découvert pour la première fois dans la chaîne des Annamites. Le bassin du Mékong héberge encore une large faune telle que le Cerf Aboyeur (ou Munjac), le Douc Langur, l'Eléphant d'Asie, le rhinocéros de Java, le Tigre, le Crocodile Ciamois, le Dauphin d'Irrawady et le Poisson Chat Géant. Ses plaines d'inondations, forêts sèches et humides abritent une multitude d'oiseaux dont les Adjudants, les grues d'Asie, différentes espèces de cigogne et l'Ibis Géant. La richesse de la biodiversité du Mékong doit être attribuée à l'immense diversité géographique et climatique dans la région, de la haute altitude à la dense forêt tropicale en passant par des eaux douces parmi les plus riches du monde.

Le Tonle Sap ou Grand Lac figure parmi les réserves de biosphère de l'UNESCO. Plusieurs zones humides ont également été reconnues sites RAMSAR, notamment dans le delta du Mékong. C'est le cas du Parc national de Tràm Chim, district de Tam Nông, province de Đông Thap, qui préserve l'un des derniers lambeaux de la Plaine des Joncs (Đông Thap Muoi). Cette zone protégée, de 7.600 ha, est composée de forêts de cajeputi (tràm ou *Melaleuca cajuputi*), et 147 espèces d'oiseaux y ont été observées (migratrices ou sédentaires, nicheuses ou non), soit un cinquième de l'avifaune nationale.

Cependant, l'augmentation des surfaces utilisées pour l'agriculture, la riziculture et l'élevage de crevettes menace ces habitats. De plus, depuis la construction des premiers barrages, beaucoup d'espèces sont en voie d'extinction, comme le dauphin, le poisson-chat géant du Mékong ou encore le lamantin du Mékong. Les poissons pêchés sont plus petits et moins nombreux en raison de la baisse du niveau du fleuve.

Des initiatives ont été lancées au cours des dernières années afin de créer des parcs nationaux et plusieurs réserves, dont celle de la Biosphère de Can Gio (1 000 km<sup>2</sup>) qui s'étend du sud d'Hô Chí Minh-Ville à la mer. La biodiversité ainsi que la riche culture des pays traversés par le Mékong font de ces pays des destinations touristiques de plus en plus prisées. Mais le développement économique doit se faire dans le respect de l'environnement.

## Approvisionnement en eau & Santé

*Les conditions d'approvisionnement en eau sont mauvaises et sources de maladies.* Au Vietnam, près de 90% de la population compte sur des sources d'eau non protégées, alors que 50 % n'a pas accès à l'assainissement. Au Cambodge, environ 82 % des foyers ruraux n'ont pas d'assainissement. Au Laos, seulement 45 % de la population rurale a accès à une source d'eau potable, tandis que 80 % ne dispose pas de commodités sanitaires. Le taux de citoyens bénéficiant de l'eau propre dans le delta du Mékong est de 75%.

Le manque de moyens financiers, la désorganisation des services publics et les catastrophes naturelles fréquentes nuisent aussi à la santé des populations. La mauvaise qualité des eaux consommées est aujourd'hui encore la principale cause de mortalité infantile. Sur le terrain, des programmes d'assainissement et de distribution d'eau potable, financés en grande partie

par la communauté internationale, cherchent à répondre aux besoins immenses de millions de femmes et d'hommes qui n'ont pas accès à l'eau potable.

La sécheresse dramatique de 2010 qui a frappé le Mékong a menacé l'approvisionnement en eau de régions entières en aval. Cette situation est malheureusement susceptible de se reproduire en raison de la multiplication des barrages en amont du fleuve.